



BUDGET 2022

# RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE

# SOMMAIRE

|                               |    |
|-------------------------------|----|
| ▶ 1 - Contexte général        | 4  |
| ▶ 2 - Tendances budgétaires   | 6  |
| ▶ 3 – Budgets annexes         | 17 |
| ▶ 4 – Projets et orientations | 21 |

## Préambule

Depuis la loi « Administration Territoriale de la République » (ATR) du 6 Février 1992, la tenue d'un Débat d'Orientation Budgétaire (DOB) s'impose aux collectivités de plus de 3500 habitants et aux établissements publics de coopération intercommunale **(EPCI) comprenant au moins une commune de 3 500 habitants** et plus. Bien que n'y étant pas obligée, la Communauté de Communes fait le choix de proposer l'organisation de ce débat devant le conseil.

Ce débat doit avoir lieu dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget primitif.

Première étape du cycle budgétaire annuel des collectivités locales, le DOB est un document essentiel qui permet de rendre compte de la gestion de la collectivité (analyse rétrospective et prospective).

L'article 107 de la loi n° 2015-991 du 7 Aout 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dit loi « NOTRE », a voulu accentuer la transparence et l'information des élus locaux et de la population.

Aussi, dorénavant, le DOB s'effectue sur la base d'un **rapport d'orientation budgétaire (ROB)** élaboré par le Président et ses collaborateurs sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés, l'évolution des taux de fiscalité locale ainsi que sur la structure et la gestion de la dette. L'information est même renforcée dans les communes de plus de 10.000 habitants puisque le ROB doit, en outre, comporter une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses (analyse prospective) et des effectifs ainsi que préciser notamment l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel.

Le ROB n'est pas qu'un document interne. Il doit être transmis au Préfet du Département, mais aussi faire l'objet d'une publication à destination des administrés.

Le Débat d'Orientation Budgétaire doit permettre au Conseil communautaire de discuter des orientations budgétaires qui préfigurent les priorités qui seront affectées dans le budget primitif voire au-delà pour certains programmes conséquents. Mais ce doit être aussi l'occasion d'informer les conseillers sur l'évolution financière de la Collectivité en tenant compte des projets locaux et des évolutions conjoncturelles et structurelles qui influent sur nos capacités de financement.

Le Budget Primitif 2022 devra répondre au mieux aux préoccupations de la population, tout en intégrant le contexte économique national et local, les orientations définies par le Gouvernement dans le cadre du projet de loi de Finances pour 2022, ainsi que la situation financière locale.

# CHAPITRE 1 CONTEXTE GENERAL

Chaque automne, le Gouvernement présente le projet de loi de finances (PLF), document proposant le montant et la nature des recettes et des dépenses de l'État pour l'année à venir. Examiné par l'Assemblée nationale puis par le Sénat, le PLF doit être voté dans les 70 jours qui suivent son dépôt par le Gouvernement.

## 1.1 Principales mesures de la loi de finances 2022

La Loi de Finances pour 2022 ne prévoit pas de réforme d'ampleur pour les collectivités, contrairement aux précédents. Mais il procède à quelques changements pour les finances locales, comme une réforme des indicateurs financiers. La période est en fait propice aux réformes structurantes pour les collectivités locales.

### ■ Stabilité des dotations

Le Gouvernement maintient les dotations de fonctionnement et d'investissement aux collectivités locales. Les concours financiers aux collectivités sont en progression de 525 millions d'euros par rapport à la loi de finances 2021.

Cette évolution provient du dynamisme de recettes fiscales nationales après la suppression de la taxe d'habitation (versement d'une fraction de TVA aux départements et intercommunalités à la place de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) et la baisse des impôts de production (création d'un prélèvement sur recettes en compensation des pertes de TFPB et de cotisation foncière des entreprises (CFE) au bloc communal).

La Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) sera stable en 2022 à 26,8 milliards d'euros au total, dont 18,3 milliards d'euros pour le bloc communal. Cette stabilité globale se fait au profit des communes bénéficiant de la péréquation verticale, avec des dotations de solidarité urbaine et rurale (DSU et DSR) en augmentations chacune de 95 millions d'euros, mais aussi des départements qui voient leurs dotations de péréquation augmenter de 10 millions d'euros.

Ce choix entraîne un redéploiement de crédit au sein de la DGF des communes et une réduction de la dotation forfaitaire de plusieurs communes à cause du mécanisme d'écrêtement (écrêtement sur dotation forfaitaire et sur la dotation de compensation des EPCI).

### ■ Réforme des indicateurs financiers

Le Gouvernement a décidé d'intégrer une réforme des indicateurs financiers pris en compte dans le calcul des dotations et des fonds de péréquation suivantes : DSU, FSRIF, FPIC.

**Intégration de nouvelles ressources au calcul du potentiel fiscal communal :** Droits de mutation (DMTO), TLPE, taxe sur les pylônes et majoration de THRS notamment. Conformément à la loi de finances 2021 les nouveaux calculs des indicateurs financiers tiendront également compte de la suppression de la taxe d'habitation.

**Simplification du calcul de l'effort fiscal** en le centrant uniquement sur les impôts levés par les communes. Les premiers effets sont attendus pour 2023. Les indicateurs 2022 seront calculés avec les données N-2 pour qu'il n'y ait pas d'impact sur 2022.

### ■ Mécanisme de lissage (2022-2028)

Cette réforme n'est pas neutre financièrement et pourrait impacter plusieurs dotations, notamment la répartition des dotations de péréquation. Afin d'éviter des évolutions trop importantes sur la répartition des dotations, la LF 2022 prévoit la mise en place d'une fraction de correction permettant de lisser les évolutions sur plusieurs années.

## 1.2 Mesures fiscales

### ■ Poursuite de la réforme de la taxe d'habitation

Mesure phare du PLF 2018 destinée à redonner du pouvoir d'achat aux ménages, le gouvernement compte réformer les règles d'imposition à la taxe d'habitation. L'objectif vise à exonérer 80 % des ménages de son paiement en faisant financer le dispositif par l'Etat. A cette réforme d'ampleur entrée progressivement en vigueur en 2020, la Loi de Finances 2022 vient ajouter dans le « bilan » de la réforme de la TH des rôles supplémentaires :

- Rôles supplémentaires de TH sur les résidences principales
- Rôles supplémentaires de TFPB

Cet ajout est justifié par des retards pris par l'administration fiscale en 2020 du fait de la crise sanitaire dans la fiabilisation des bases taxables.

Cette mesure devrait générer des compléments dans certaines communes et EPCI

### ■ Partage obligatoire de la Taxe d'Aménagement

La taxe d'aménagement est applicable notamment à toutes les opérations d'aménagement, de construction, de reconstruction et d'agrandissement de bâtiments ou d'installations, nécessitant une autorisation d'urbanisme.

La Loi de finances 2022 vient modifier le partage de la taxe d'aménagement. L'article 109 de la loi de finances 2022 rend **obligatoire le reversement de la taxe d'aménagement entre communes membres et EPCI** au prorata des charges de financement des équipements assumées par chaque collectivité.

Jusqu'ici facultatif lorsque celle-ci était perçue par les communes, la loi le rend obligatoire.

# CHAPITRE 2 TENDANCE BUDGETAIRE

## 2.1 LES INDICATEURS FINANCIERS

### 2.1.1 SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION

Les soldes intermédiaires de gestion sont des indicateurs permettant d'analyser le niveau de richesse de la collectivité. Certaines données budgétaires sont retirées, comme par exemple, les opérations d'ordre (sans flux financier) ou les cessions d'immobilisations (recette exceptionnelle).

#### ■ EPARGNE DE GESTION

Différence entre les recettes réelles et les dépenses réelles de fonctionnement hors intérêts de la dette et travaux en régie, cet indicateur mesure l'épargne dégagée dans la gestion courante hors frais financiers.

Sur les 4 derniers exercices, les recettes de fonctionnement ont progressé moins rapidement (11,6%) que les dépenses de fonctionnement (15,1%). Mécaniquement l'épargne de gestion s'est donc dégradé (-9,9%) sur cette même période.

|                            | 2018           | 2019           | 2020           | 2021           |
|----------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Recettes de fonctionnement | 4 958 849      | 5 230 981      | 5 295 682      | 5 536 314      |
| Depenses de fonctionnement | 4 411 217      | 4 494 206      | 4 776 530      | 5 077 024      |
| Dont intérêts de la dette  | 4 404          | 22 602         | 35 439         | 37 284         |
| <b>Epargne de gestion</b>  | <b>552 036</b> | <b>754 578</b> | <b>554 590</b> | <b>496 574</b> |
| Variation / N-1 (en €)     | -              | 202 542        | -199 988       | -58 016        |
| Variation / N-1 (en %)     | -              | 36,69%         | -26,50%        | -10,46%        |

#### ■ EPARGNE BRUTE

Différence entre les recettes et les dépenses de fonctionnement déduction faite des intérêts de la dette et des travaux en régie, l'épargne brute représente le socle de la richesse financière. Il s'agit de **l'autofinancement brut** qui sert à financer la section d'investissement et doit être supérieur ou égal au remboursement du capital de la dette.

L'Epargne Brute au 31 décembre 2021 s'élève à 459 290 €, soit un niveau inférieur à la moyenne constatée sur la période 2018/2021 (564 513€).

|                             | 2018           | 2019           | 2020           | 2021           |
|-----------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| <b>Epargne brute</b>        | <b>547 632</b> | <b>731 976</b> | <b>519 152</b> | <b>459 290</b> |
| Taux d'épargne brute (en %) | 11,04%         | 14,01%         | 9,80%          | 8,29%          |
| Variation / N-1 (en €)      | -              | 184 344        | -212 824       | -59 541        |
| Variation / N-1 (en %)      | -              | 33,66%         | -29,08%        | -15,35%        |

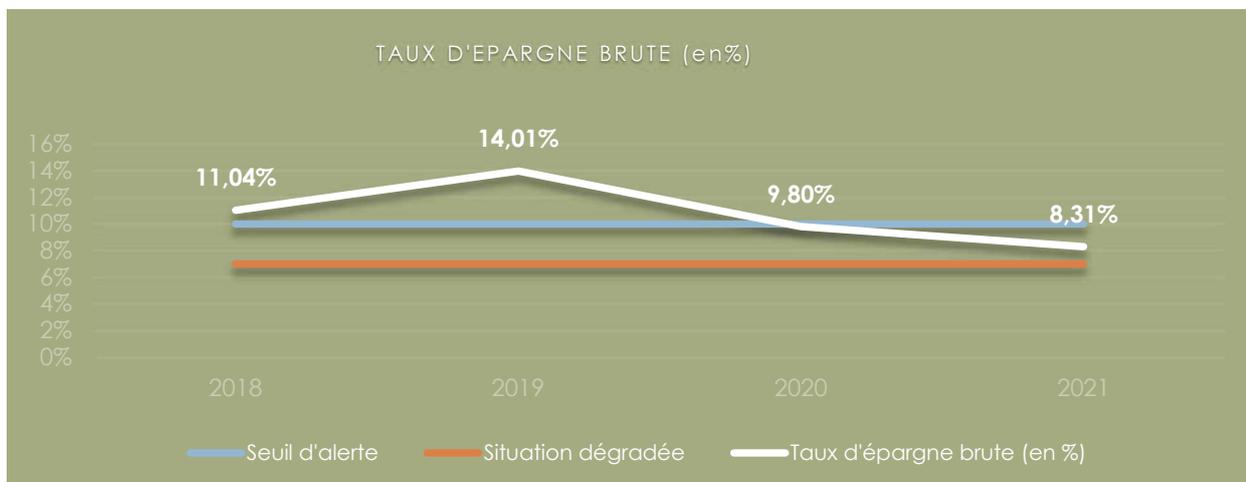
Le taux d'épargne brute est déterminé par le rapport entre l'épargne brute et les recettes réelles de fonctionnement. Ce taux d'épargne brute permet d'analyser la santé financière de la collectivité.

Il est d'usage d'associer au taux d'épargne brute deux seuils, un premier à 10% et le second à 7%.

Le premier seuil correspond à un premier avertissement, une collectivité qui passe sous les 10% n'est pas à l'abri d'une chute sensible voire une perte totale d'épargne. On le considère comme un seuil d'alerte.

En deçà du second seuil, on considère que la situation de la collectivité se complexifie. On peut y voir des premiers signes avant coureurs d'une situation financière dégradée. La collectivité peut avoir beaucoup de difficultés à dégager des marges de manœuvre.

Avec un taux d'épargne brute de 8,29% en 2021, la Communauté de Communes conserve un ratio au-delà du seuil indicatif de dégradation de 7%, mais la tendance depuis 3 ans doit conduire à une vigilance particulière afin d'établir si cette évolution est structurelle ou non.



### ■ EPARGNE NETTE

Epargne brute ôtée du remboursement du capital de la dette, l'épargne nette permet de mesurer l'équilibre annuel. Une épargne nette négative illustre une santé financière dégradée.

La combinaison de la baisse de l'épargne de gestion et du recours à l'emprunt en 2019 a eu pour effet de diminuer l'épargne nette (-36,4% depuis 2018).

|                        | 2018           | 2019           | 2020           | 2021           |
|------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| <b>Epargne nette</b>   | <b>515 963</b> | <b>629 659</b> | <b>387 933</b> | <b>328 392</b> |
| Variation / N-1 (en €) | -              | 113 696        | -241 726       | -59 541        |
| Variation / N-1 (en %) | -              | 22,04%         | -38,39%        | -15,35%        |



## 1.2 LA DETTE

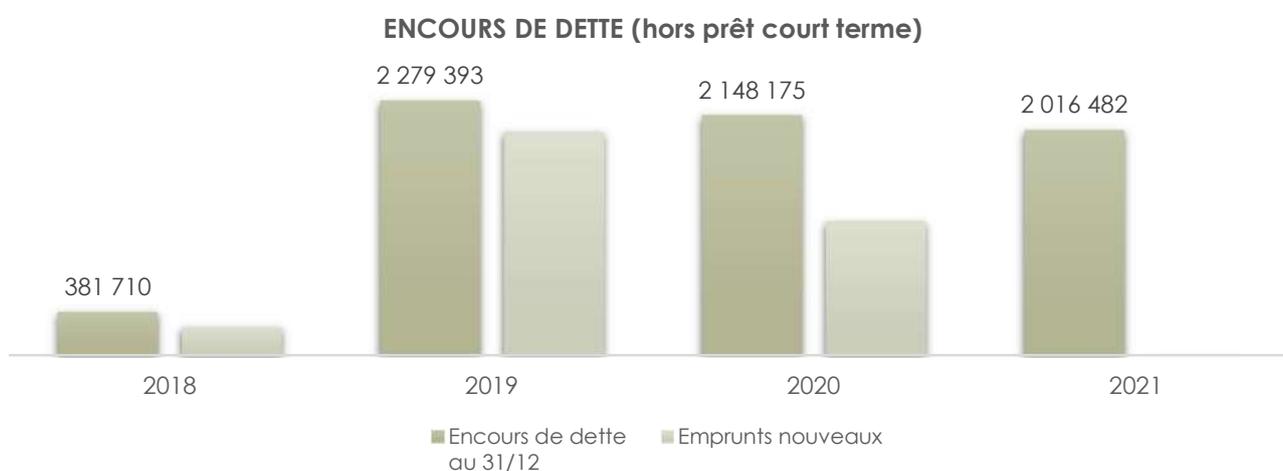
### ■ ENCOURS DE DETTE

Le calendrier de réalisation des opérations d'investissement n'a pas nécessité de recours à l'emprunt en 2021. Le compte administratif 2021 devrait afficher un **encours de dette à hauteur de 3,2 M€ au 31 décembre**. Toutefois, ce niveau d'encours doit faire l'objet d'un retraitement pour être appréhendé au regard du prêt court terme de 1,2 M€ souscrit en 2021, mais qui a vocation à être soldé en 2022.

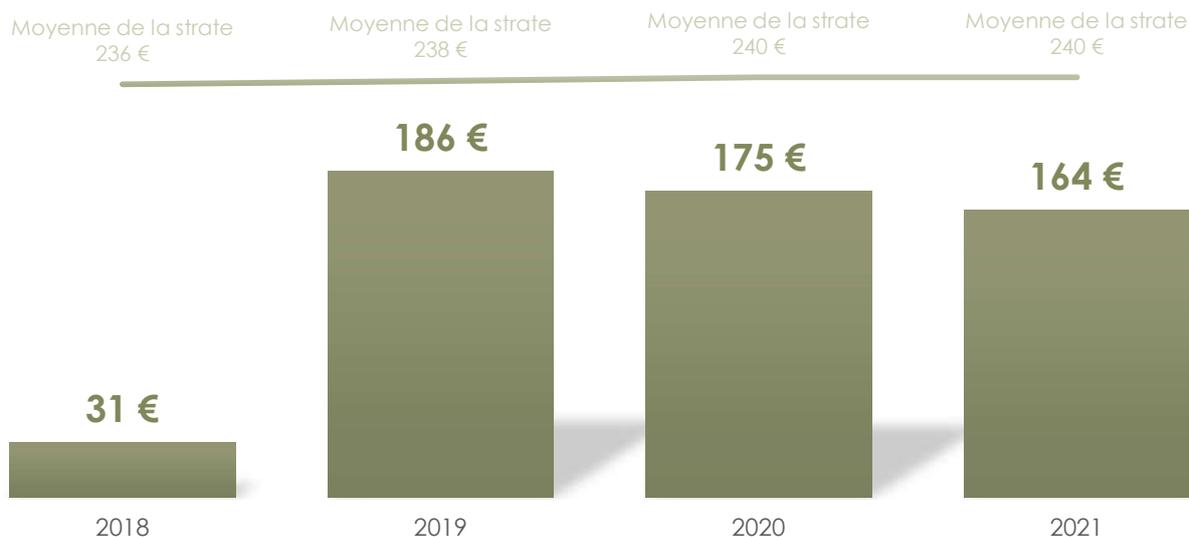
| Exercice | Encours de dette au 31/12 | Evolution N-1 | Emprunts nouveaux                 |
|----------|---------------------------|---------------|-----------------------------------|
| 2018     | 381 710                   | 133,64%       | 250 000                           |
| 2019     | 2 279 393                 | 497,15%       | 2 000 000                         |
| 2020     | 2 148 175                 | -5,76%        | (court terme remboursé) 1 200 000 |
| 2021     | 3 216 482                 | 49,73%        | (court terme) 1 200 000           |



En occultant le contrat de prêt court terme de 1,2 M€, le niveau de l'encours de dette s'établit à 2 M€.



## ENCOURS DE DETTE PAR HABITANT (hors prêt court terme)



### ■ CAPACITE DE DESENDETTEMENT

Le ratio de désendettement permet de mesurer la capacité de désendettement de la collectivité. Il détermine le nombre d'années nécessaires à la collectivité pour éteindre totalement sa dette par mobilisation et affectation en totalité de son épargne brute annuelle.

Il se calcule selon la règle suivante :

$$\frac{\text{Encours de dette au 31 décembre de l'année budgétaire en cours}}{\text{Epargne brute de l'année en cours.}}$$

La capacité de désendettement pour la collectivité évolue comme suit :

|                                      | 2018           | 2019           | 2020           | 2021           |
|--------------------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Encours de dette au 31/12            | 381 710        | 2 279 393      | 2 148 175      | 2 016 482      |
| Epargne brute                        | 547 632        | 731 976        | 519 152        | 460 085        |
| <b>Ratio (sans prêt court terme)</b> | <b>0,7 ans</b> | <b>3,1 ans</b> | <b>4,1 ans</b> | <b>4,4 ans</b> |
| Ratio (avec prêt court terme)        | 0,7 ans        | 3,1 ans        | 4,1 ans        | 7,0 ans        |

Il est généralement admis que le seuil d'alerte s'établit avec un ratio de 10 ans.

Même s'il a augmenté en raison de l'emprunt réalisé en 2019, le ratio affiché à 7 ans en 2021 (prêt court terme compris), la capacité de désendettement de la CCCM présente donc un niveau satisfaisant, permettant ainsi à la collectivité de conserver une capacité à mobiliser de l'emprunt pour financer ses projets d'investissement.

## 1.3 LA FISCALITÉ

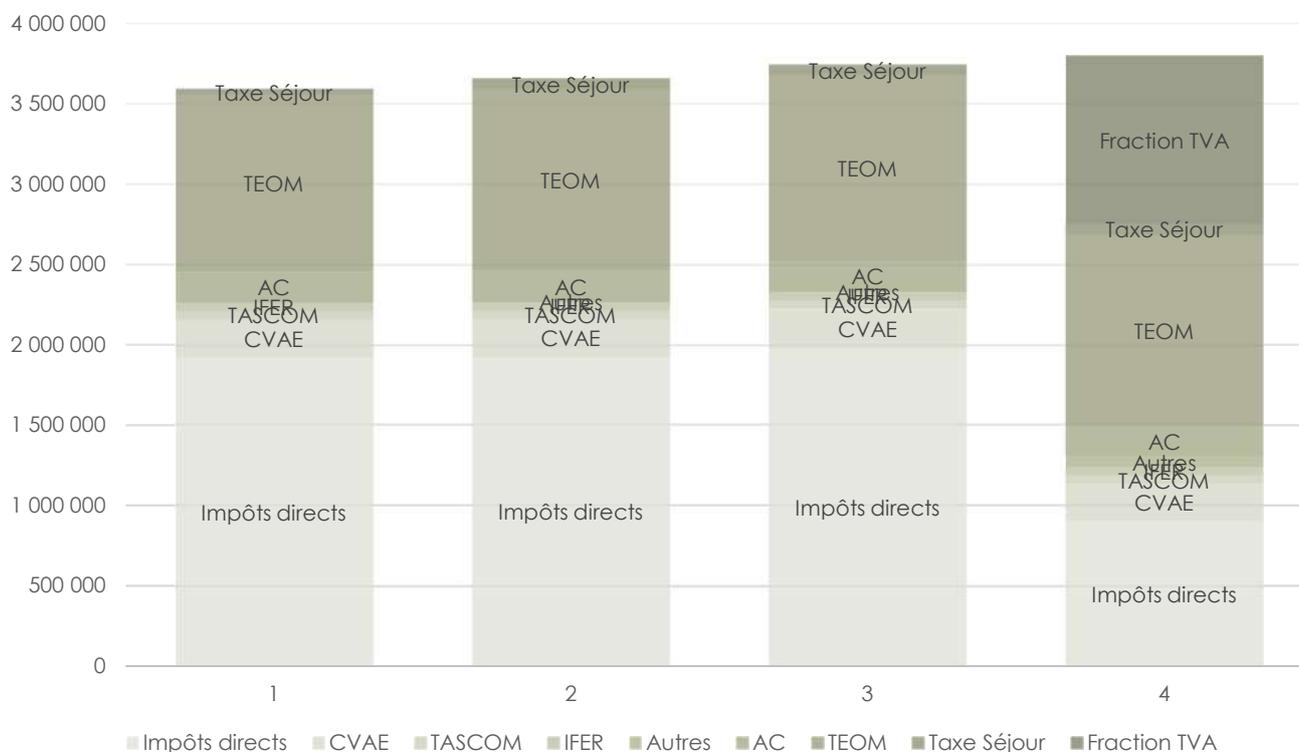
Les recettes fiscales peuvent être regroupées en 3 catégories :

- **La fiscalité directe** comprend les taxes directes locales (taxe d'habitation, taxes foncières sur les propriétés bâties et non bâties et la cotisation foncière des entreprises CFE).
- **Les produits de la fiscalité reversée** comprenant la part de la CVAE, l'attribution du FNGIR, le produit de la TASCOM et le produit de l'IFER.
- **Les Produits de la fiscalité indirecte** qui comprennent les recettes affectées au chapitre 73 autre que la fiscalité directe et transférée : attribution de compensation, la taxe d'enlèvement des ordures ménagères ,...

Au terme de l'exercice 2021, les recettes fiscales représentent 3,8 M€ et ont progressé de +1,4% par rapport à l'année précédente. A noter que la fraction de TVA vient remplacer en 2021 la perte du produit fiscal de taxe d'habitation.

|  | 2018             | 2019             | 2020             | 2021             |
|--|------------------|------------------|------------------|------------------|
| Impôts directs locaux (TH, TF, CFE, TFNB)            | 1 919 405        | 1 926 818        | 1 974 987        | 902 629          |
| Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises     | 239 284          | 235 094          | 250 344          | 230 595          |
| Taxe sur les Surfaces Commerciales                   | 48 047           | 51 904           | 50 280           | 51 100           |
| Imposition Forfaitaire sur les Entreprises de Réseau | 54 202           | 51 139           | 54 366           | 52 745           |
| Autres impôts locaux (rôles supplémentaires)         |                  | 0                | 0                | 63 404           |
| Attribution de compensation                          | 194 704          | 194 704          | 194 704          | 194 704          |
| Taxe d'enlèvement des ordures ménagères et assimilés | 1 098 535        | 1 130 931        | 1 153 479        | 1 189 719        |
| Taxes de séjour                                      | 36 463           | 64 854           | 63 585           | 67 503           |
| Fraction de TVA                                      |                  | 0                | 0                | 1 043 589        |
| <b>TOTAL</b>   | <b>3 590 640</b> | <b>3 655 444</b> | <b>3 741 745</b> | <b>3 795 988</b> |

### RECETTES FISCALES



### Revalorisation des valeurs locatives en 2022

Le mécanisme d'actualisation automatique des valeurs locatives s'appuyant sur l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), il sera particulièrement marqué par la reprise de l'inflation.

Les valeurs locatives devraient donc être **revalorisées en 2022 de +3,4%** (hors variation physique des bases).

## 2.2 LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

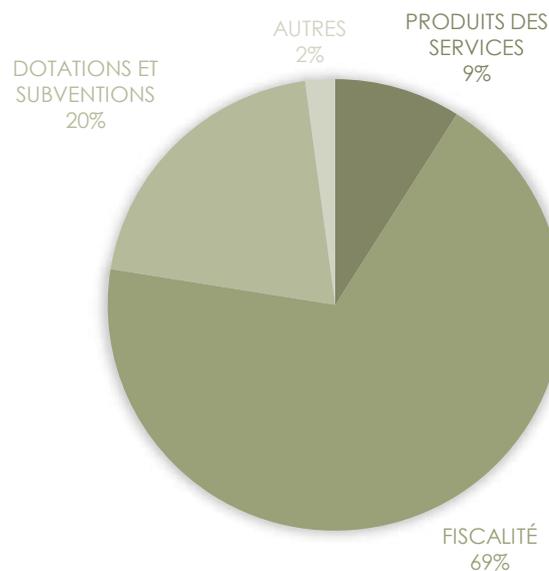
### 2.2.1 LES PRODUITS

Au terme de l'exercice 2021, les recettes réelles de fonctionnement atteignent 5,5M€, soit une progression de 240 633 € par rapport à l'exercice 2020 (+4,3%).

|   | 2018             | 2019             | 2020             | 2021             |
|---|------------------|------------------|------------------|------------------|
| 013 - Atténuations de charges                             | 21 750           | 12 086           | 47 059           | 20 862           |
| 70 - Produits des services, du domaine et ventes diverses | 433 626          | 465 368          | 433 881          | 496 895          |
| 73 - Impôts et taxes                                      | 3 590 640        | 3 655 444        | 3 741 745        | 3 795 988        |
| 74 - Dotations, subventions et participations             | 891 611          | 1 056 584        | 1 063 642        | 1 126 006        |
| 75 - Autres produits de gestion courante                  | 6 626            | 15 538           | 3 429            | 90 581           |
| 76 - Produits financiers                                  | 16               | 16               | 16               | 16               |
| 77 - Produits exceptionnels                               | 14 581           | 25 945           | 5 911            | 5 967            |
| <b>TOTAL</b>  | <b>4 958 849</b> | <b>5 230 981</b> | <b>5 295 682</b> | <b>5 536 314</b> |

Avec 69% des recettes réelles de fonctionnement, les recettes fiscales (directes et indirectes) constituent la ressource principale de la Communauté de Communes, devant les dotations qui n'en représentent plus que 20%.

RECETTES DE FONCTIONNEMENT



**Les produits des services** ont sensiblement augmenté (63 015 €) en raison notamment de régularisation de recettes de l'année 2020 (rachat de cartons 18 000 €, piscines 17 000 €).

**Les recettes fiscales** représentent ont progressé de +1,4%.

**Les Dotations** qui comprennent les recettes du chapitre 74 (DGF, compensations d'Etat sur les exonérations fiscales, et les autres dotations) ont augmenté de 62 365, soit +5,5%.

## 2.2.2 LES CHARGES

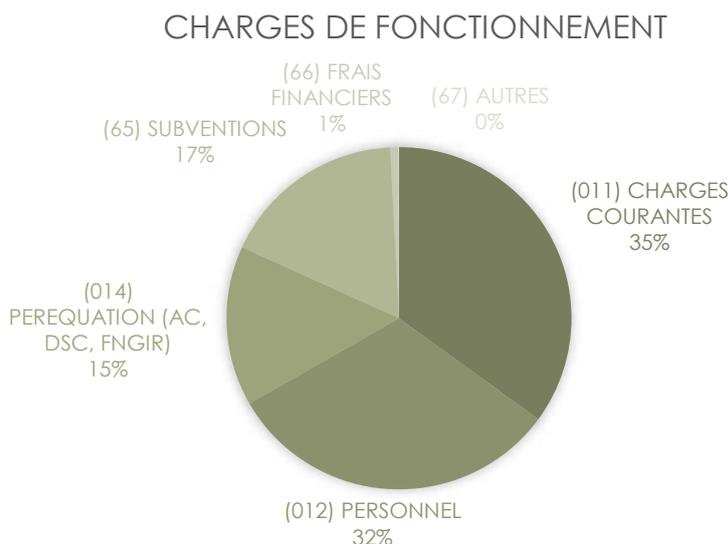
Les dépenses réelles de fonctionnement ont progressé de 311 103 € entre 2021 et 2020 (+6,1%).

|   | 2018             | 2019             | 2020             | 2021             |
|---|------------------|------------------|------------------|------------------|
| 011 - Charges à caractère général             | 1 374 185        | 1 373 212        | 1 447 601        | 1 778 203        |
| 012 - Charges de personnel et frais assimilés | 1 426 143        | 1 472 496        | 1 485 982        | 1 608 782        |
| 014 - Atténuations de produits                | 765 374          | 767 875          | 765 374          | 765 374          |
| 65 - Autres charges de gestion courante       | 839 615          | 842 189          | 853 349          | 883 141          |
| 66 - Charges financières                      | 5 902            | 32 098           | 37 741           | 37 473           |
| 67 - Charges exceptionnelles                  |                  | 1 030            | 175 875          | 4 052            |
| <b>TOTAL</b>                                  | <b>4 411 218</b> | <b>4 488 900</b> | <b>4 765 921</b> | <b>5 077 024</b> |

Les charges à caractère général (011) progressent de manière substantielle en 2021 notamment pour les raisons suivantes :

- Régularisation de dépenses de 2021 liées au SYDOM(+70 000 €)
- Achat de sacs noirs (+35 000 €)
- Eau et assainissement (+29 000€)
- Frais d'études (+24 000 €)
- Transport à la demande (+27 000€)

Pour les exercices 2022 à 2026, l'un des objectifs consistera à infléchir sérieusement cette trajectoire globale en maîtrisant les charges courantes (011) de manière à neutraliser l'évolution des charges de personnel (012) et « l'effet ciseaux » avec les recettes.



## 2.2.3 LES DEPENSES DE PERSONNEL

### ■ EVOLUTION DES CHARGES DE PERSONNEL

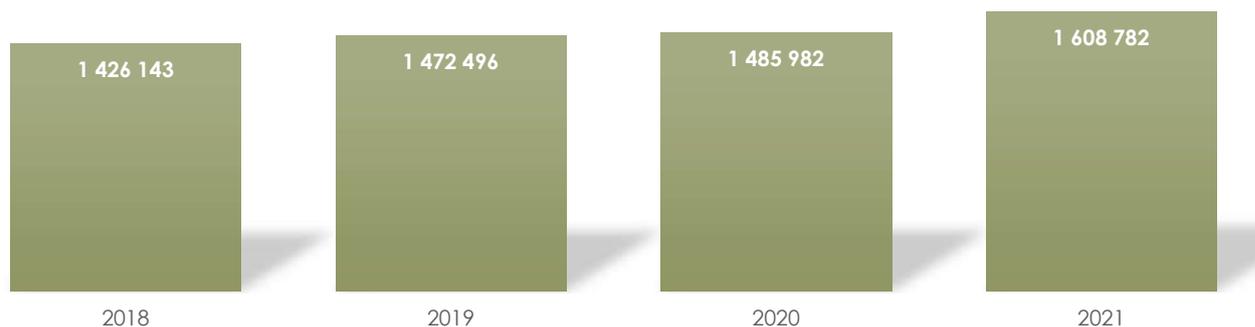
Les dépenses de personnel ont progressé de 122 800 € entre 2020 et 2022, soit +8,3%.

Cette trajectoire constatée sur cet exercice repose notamment sur les facteurs suivants :

- glissement vieillesse technicité (effet mécanique de l'évolution des carrières et des charges salariales)
- recours à des saisonniers pour les piscines largement fermées en 2020 en raison du contexte sanitaire (+46 000€)
- réorganisation des services et/ ou redéploiement des ressources liées à l'ouverture de la Maison des Territoires
- recours à des agents contractuels pour assurer le remplacement d'agents absents : services des déchets ménagers (+10 000€)
- recours à des agents contractuels dans le cadre d'un surcroît d'activité (services assainissement) ou de la réalisation de stages (urbanisme et accueil)
- changement de taux d'emploi de certains agents
- politique salariale de la collectivité

En parallèle, il convient d'appréhender également la progression des dépenses de personnel sous l'angle des recettes associées : remboursements d'assurance pour les agents en maladie, participations au financement de postes par la CAF (espace vie sociale) ou par l'Etat (France Services), ...

### DEPENSES DE PERSONNEL



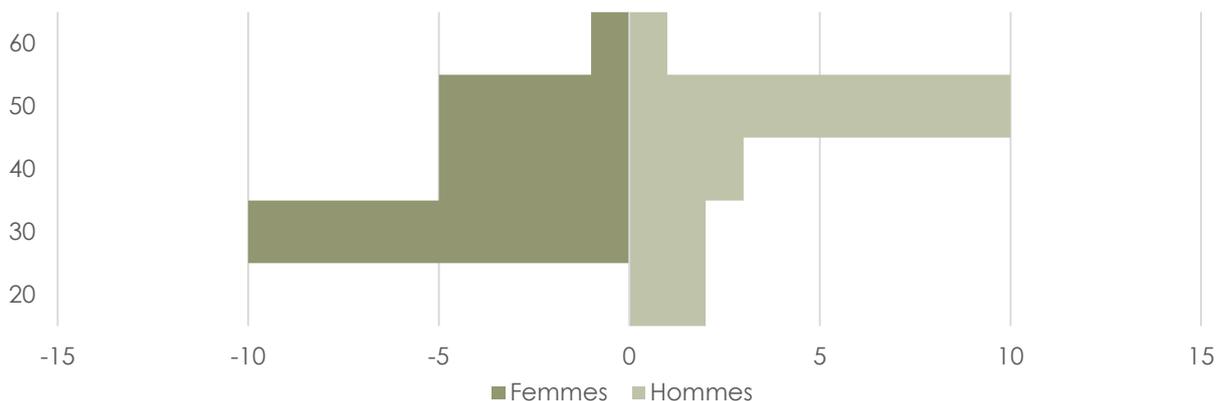
### ■ STRUCTURE DES EFFECTIFS ET PERSPECTIVES D'EVOLUTION

Au 1<sup>er</sup> mars 2022, la communauté de communes compte 40 agents dont 33 titulaires. Les agents de catégorie C représentent 67% des agents titulaires.

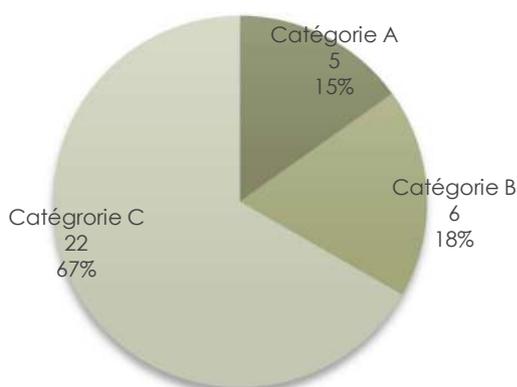
| FILIERE                 | CATEGORIE | GRADE                                       | NOMBRE |
|-------------------------|-----------|---|--------|
| ADMINISTRATIVE          | A         | Attaché principal                           | 3      |
|                         | B         | Rédacteur principal 1ère classe             | 1      |
|                         |           | Rédacteur principal 2ème classe             | 1      |
|                         | C         | Adjoint administratif principal 1ère classe | 2      |
|                         |           | Adjoint administratif principal 2ème classe | 2      |
|                         |           | Adjoint administratif                       | 4      |
| TECHNIQUE               | A         | DGS (emploi fonctionnel)                    | 1      |
|                         |           | Ingénieur principal (non pourvu)            | 0      |
|                         |           | Ingénieur                                   | 1      |
|                         | B         | Technicien principal 1ère classe            | 1      |
|                         |           | Technicien                                  | 2      |
|                         | C         | Agent de maîtrise principal                 | 1      |
|                         |           | Agent de maîtrise                           | 4      |
|                         |           | Adjoint technique principal 1ère classe     | 5      |
|                         |           | Adjoint technique principal 2ème classe     | 2      |
|                         |           | Adjoint technique                           | 1      |
| ANIMATION               | B         | Animateur principal 1ère classe             | 1      |
|                         | C         | Adjoint d'animation                         | 1      |
| Total agents titulaires |           |   | 33     |

Les femmes représentent 55% des effectifs et les hommes 45%.  
48% des femmes ont entre 30 et 40 ans et 56% des hommes ont entre 50 et 60 ans

### PYRAMIDE DES ÂGES



### Agents titulaires REPARTITION PAR CATEGORIE



#### ► TEMPS DE TRAVAIL

Le temps de travail des agents s'établit sur la base de 35 heures par semaine. La durée hebdomadaire de 40 heures avec récupération en jours de RTT constitue la norme pour la plupart des services.

Les agents à temps complet représentent 65 % des effectifs :

|          | Agents titulaires temps plein | Agents titulaires temps partiel | Agents titulaires à temps non complet | Agents contractuels de droit public | Apprenti |
|----------|-------------------------------|---------------------------------|---------------------------------------|-------------------------------------|----------|
| Effectif | 26                            | 6                               | 1                                     | 6                                   | 1        |

#### ► Prospective 2022 à 2026

Dans le cadre du budget pour 2022, la collectivité va notamment subir l'impact de mesures gouvernementales qui sont entrées en vigueur :

- revalorisation du point d'indice
- Indemnité inflation : 100€ versés à 25 agents = 2 500€
- Cotisation apprentissage : 0,05% de la MS depuis le 1er janvier 2022

Le Budget 2022 intégrera notamment le recrutement d'un stagiaire développement économique et d'un chargé de mission Lecture Publique (co-financé à 50%).

L'un des enjeux majeurs de la période 2022/2026, consistera à contenir la progression de la masse salariale pour préserver les marges de manœuvre futures.

Parallèlement et dans le cadre de la prospective, un certain nombre de chantiers sont en cours de réalisation ou de réflexion :

- Mise à jour de l'organigramme
- Règlement de formation
- Plan de formation et mise en application (GPEC)
- Règlement télétravail
- Réflexion autour du RIFSEEP
- Dématérialisation des bulletins de paie
- Sécurité au travail et mise en œuvre du Document Unique

## 2.3 LA SECTION D'INVESTISSEMENT

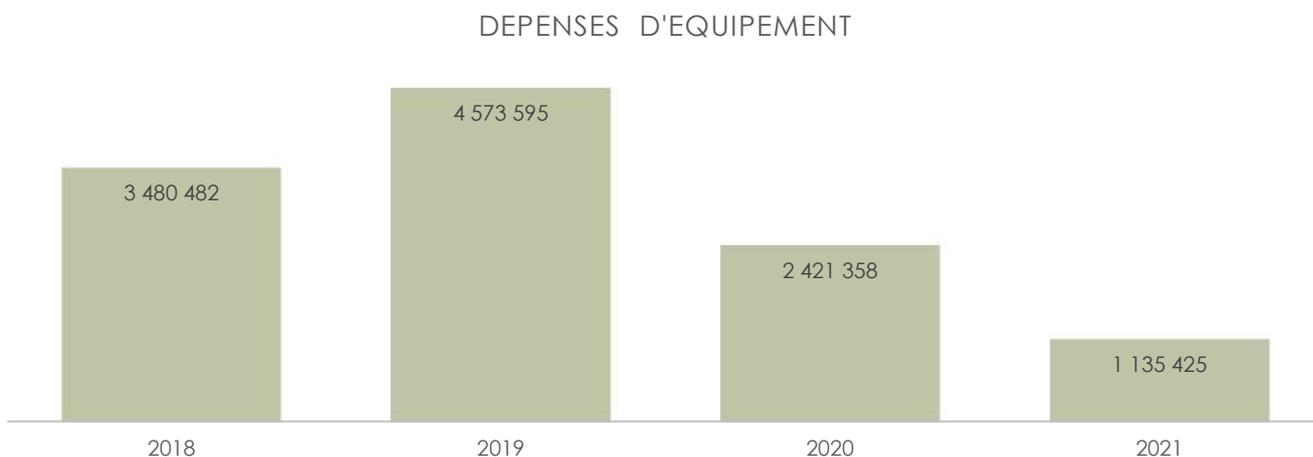
La capacité d'investir constitue une clé essentielle pour la collectivité qui doit conserver des marges de manœuvre pour valoriser le territoire local et conforter son attractivité.

### 2.3.1 LES DEPENSES D'EQUIPEMENT

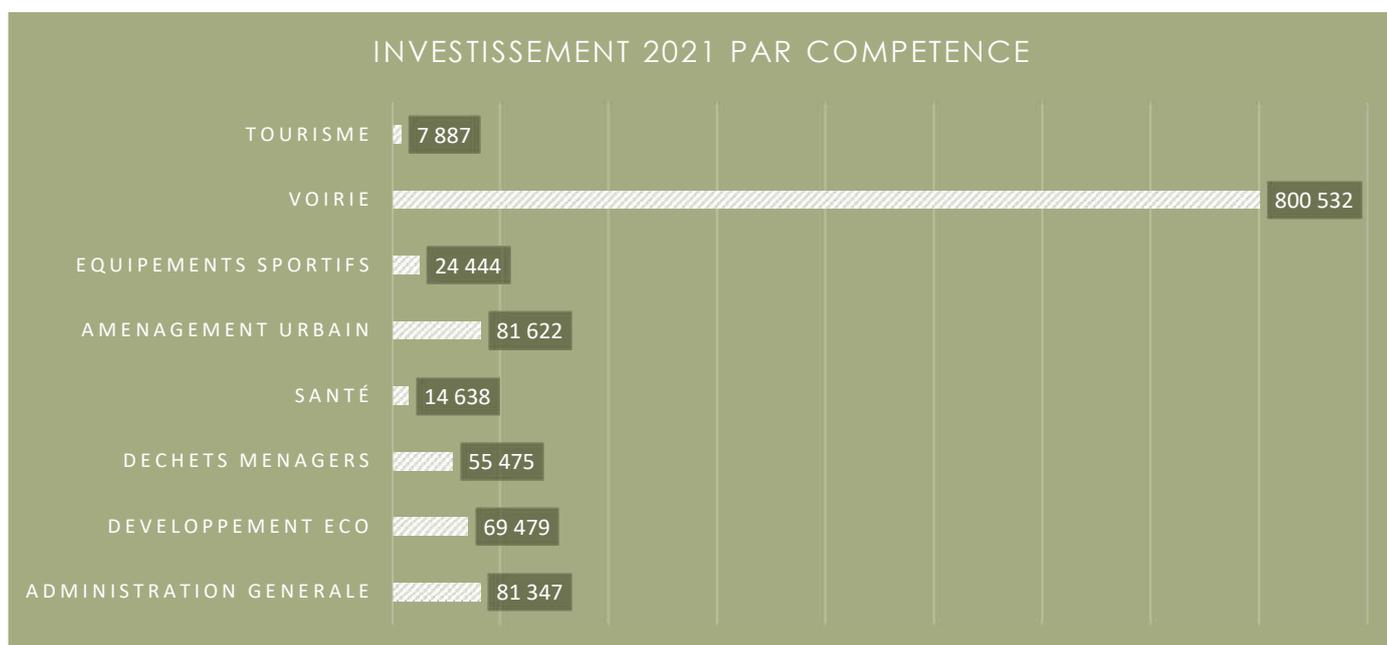
Les dépenses d'équipement représentent les dépenses réelles d'investissement hors remboursement du capital de la dette et concernent notamment :

- les dépenses nécessaires au maintien en l'état du patrimoine afin de garantir la bonne exécution du service au public (travaux préventifs et curatifs des bâtiments et de la voirie)
- les constructions d'équipements structurants destinés à répondre à des besoins nouveaux (maison de santé, maison du territoire...).

En 2021, le niveau des réalisations s'établit à 1,13M€. Le début de mandat constitue généralement une période de transition entre la fin des réalisations des projets du mandat précédent (maison du territoire, opérations bourg-centres, ...) et le démarrage des études des nouveaux projets à venir dans le mandat suivant.



En 2021, la voirie constitue le principal poste de dépense d'équipement (70%) :



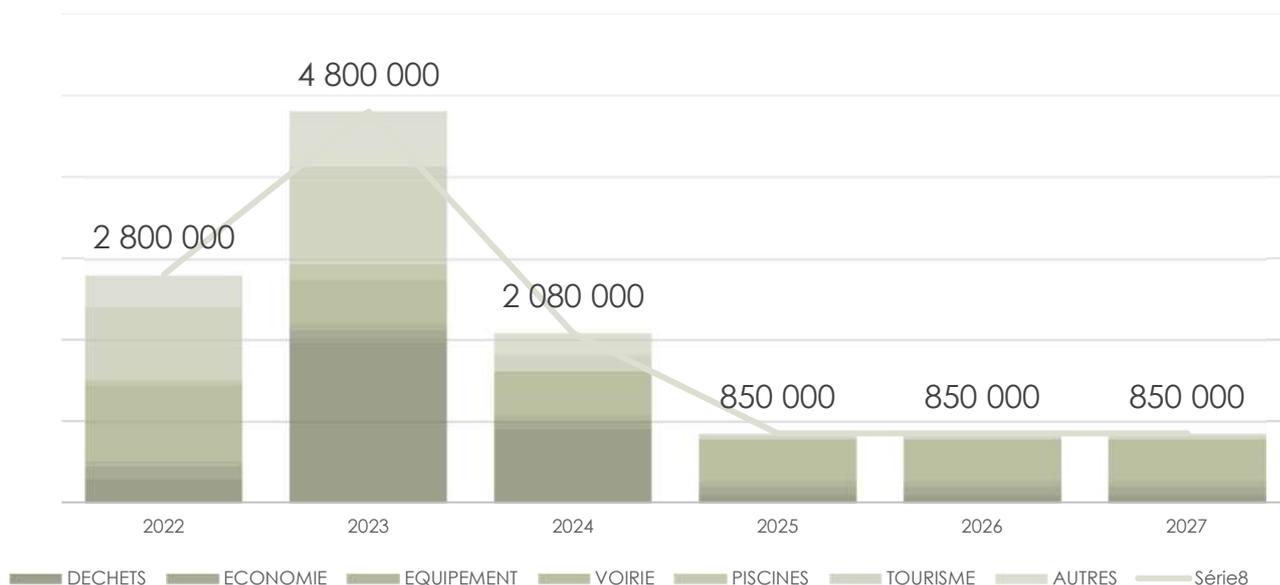
## 2.3.2 LE PLAN PLURIANNUEL DES INVESTISSEMENTS (PPI)

Le Plan Pluriannuel d'Investissement (PPI) est un outil d'analyse financière prospective qui permet aux collectivités locales et territoriales de planifier leurs investissements sur le long terme et de prévoir leur financement.

Les programmes d'investissements liés aux équipements structurants du mandat (office de tourisme, déchetterie,...) font ainsi l'objet d'une planification pluriannuelle qu'il conviendra de réactualiser chaque année en fonction de la situation financière de la collectivité et des éléments nouveaux susceptibles d'intervenir (hausse des coûts, subventions nouvelles, changement de projets ou de priorité, ...).

| Opérations                              | 2022             | 2023             | 2024             | 2025           | 2026           | 2027             | TOTAL             |
|---|------------------|------------------|------------------|----------------|----------------|------------------|-------------------|
| DECHETS - POINTS DE COLLECTE            | 130 000          | 100 000          | 100 000          | 100 000        | 100 000        | 100 000          | 630 000           |
| DECHETS - BENNES ORDURES MÉNAGÈRES      |                  | 250 000          |                  |                |                |                  | 250 000           |
| DECHETS - DÉCHETTERIE                   | 165 000          | 1 865 000        | 810 000          |                |                |                  | 2 840 000         |
| ECO - AIDE A L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE  | 110 000          | 100 000          | 100 000          | 100 000        | 100 000        | 100 000          | 610 000           |
| ECO - COWORKING / FABLAB                | 50 000           | 50 000           |                  |                |                |                  | 100 000           |
| ECO - HÔTEL D'ENTREPRISES               |                  |                  |                  |                |                | 514 000          | 514 000           |
| EQUIPEMENT - MATERIEL                   | 50 000           | 50 000           | 50 000           | 50 000         | 50 000         | 50 000           | 300 000           |
| EQUIPEMENT - VÉHICULES                  | 20 000           | 20 000           | 20 000           | 20 000         | 20 000         | 20 000           | 120 000           |
| OFFICE DU TOURISME                      | 891 000          | 1 150 000        | 159 000          |                |                |                  | 2 200 000         |
| PISCINE MARCILLAC-VALLON                | 39 500           | 160 500          |                  |                |                |                  | 200 000           |
| PISCINE SAINT-CYPRIEN - CHAUFFAGE       | 12 500           | 47 500           |                  |                |                |                  | 60 000            |
| PLUI                                    | 208 000          |                  |                  |                |                |                  | 208 000           |
| POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE                   | 0                | 250 000          |                  |                |                |                  | 250 000           |
| ROUTE SOULAGES                          |                  | 35 000           | 35 000           | 35 000         | 35 000         | 35 000           | 175 000           |
| SCHÉMA DIRECTEUR PLUVIAL ASSAINISSEMENT | 150 000          | 150 000          | 180 000          |                |                |                  | 480 000           |
| VOIRIE - OUVRAGES D'ART                 | 72 600           | 50 000           | 50 000           | 50 000         | 50 000         | 50 000           | 322 600           |
| VOIRIE - PLAN VELO                      | 50 000           | 50 000           | 50 000           | 50 000         | 50 000         | 50 000           | 300 000           |
| VOIRIE - PROGRAMME ANNUEL               | 761 900          | 365 000          | 365 000          | 365 000        | 365 000        | 365 000          | 2 586 900         |
| VOIRIE - SIL                            | 42 000           | 90 000           | 70 000           | 50 000         | 50 000         | 50 000           | 352 000           |
| OPERATIONS DIVERSES                     | 47 500           | 17 000           | 91 000           | 30 000         | 30 000         | 30 000           | 245 500           |
| <b>Total dépenses programmes</b>        | <b>2 800 000</b> | <b>4 800 000</b> | <b>2 080 000</b> | <b>850 000</b> | <b>850 000</b> | <b>1 364 000</b> | <b>12 744 000</b> |

PPI 2022-2027



# CHAPITRE 3 BUDGETS ANNEXES

## 3.1 BUDGET ASSAINISSEMENT

### ■ EXPLOITATION

Le budget assainissement affiche un résultat 2021 excédentaire de 142 613 € en section d'exploitation :

| Nature                                | BP 2021          | CA 2021          | Nature                              | BP 2021          | CA 2021          |
|---------------------------------------|------------------|------------------|-------------------------------------|------------------|------------------|
| 011 - Charges à caractère général     | 500 940          | 361 879          | 70 - Produits de services           | 977 660          | 1 047 006        |
| 012 - Charges de personnel            | 248 500          | 233 955          | 74 - Dotations, subventions         | 37 400           | 44 953           |
| 014 - Atténuations de produits        | 82 700           | 82 670           | 75 - Autres produits                | 600              | 629              |
| 65 - Autres charges courantes         | 18 800           | 14 800           | <b>Recettes de gestion courante</b> | <b>1 015 660</b> | <b>1 092 587</b> |
| <b>Dépenses de gestion courante</b>   | <b>850 940</b>   | <b>693 304</b>   | 77 - Produits exceptionnels         | 0                | 0                |
| 66 - Charges financières              | 64 463           | 63 719           | <b>Autres recettes</b>              | <b>0</b>         | <b>0</b>         |
| 67 - Charges exceptionnelles          | 3 000            | 4 724            | <b>RECETTES REELLES</b>             | <b>1 015 660</b> | <b>1 092 587</b> |
| 022 - Dépenses imprévues ( fonct)     | 23 246           | 0                |                                     |                  |                  |
| <b>Autres dépenses</b>                | <b>90 709</b>    | <b>68 442</b>    |                                     |                  |                  |
| <b>DEPENSES REELLES</b>               | <b>941 649</b>   | <b>761 746</b>   |                                     |                  |                  |
|                                       |                  |                  |                                     |                  |                  |
| 023 - Virement à la section d'Invest. | 200 000          | 0                | 042 - Opérations d'ordre            | 213 519          | 213 518          |
| 042 - Opérations d'ordre              | 401 747          | 401 746          | <b>RECETTES D'ORDRE</b>             | <b>213 519</b>   | <b>213 518</b>   |
| <b>DEPENSES D'ORDRE</b>               | <b>601 747</b>   | <b>401 746</b>   |                                     |                  |                  |
|                                       |                  |                  |                                     |                  |                  |
| <b>TOTAL DEPENSES DE L'EXERCICE</b>   | <b>1 543 396</b> | <b>1 163 493</b> | <b>TOTAL RECETTES DE L'EXERCICE</b> | <b>1 229 179</b> | <b>1 306 105</b> |
|                                       |                  |                  |                                     |                  |                  |
| 002 - DEFICIT N-1                     | 0                | 0                | EXCEDENT N-1                        | 314 217          | 314 217          |
|                                       |                  |                  |                                     |                  |                  |
| <b>TOTAL DEPENSES CUMULEES</b>        | <b>1 543 396</b> | <b>1 163 493</b> | <b>TOTAL RECETTES CUMULEES</b>      | <b>1 543 396</b> | <b>1 620 322</b> |
|                                       |                  |                  |                                     |                  |                  |
| RECETTES DE L'EXERCICE                | 1 229 179        | 1 306 105        |                                     |                  |                  |
| DEPENSES DE L'EXERCICE                | 1 543 396        | 1 163 493        |                                     |                  |                  |
| <b>RESULTAT DE L'EXERCICE</b>         | <b>-314 217</b>  | <b>142 613</b>   |                                     |                  |                  |
| SOLDE ANTERIEUR REPORTE               | 314 217          | 314 217          |                                     |                  |                  |
| <b>RESULTAT DE CLÔTURE</b>            | <b>0</b>         | <b>456 830</b>   |                                     |                  |                  |

### ■ INVESTISSEMENT

Le budget assainissement affiche un résultat 2021 excédentaire de 356 122 € en section d'investissement.

Principales opérations réalisées :

|                                  |        |
|----------------------------------|--------|
| Kervallon Lindrevie              | 15 689 |
| Réseau RD840 St Christophe       | 37 177 |
| Combret                          | 13 037 |
| Muret le Château                 | 1 600  |
| RD 840 ST-CHRISTOPHE             | 3 218  |
| RD 840 BRANCHEMENTS PARTICULIERS | 10 323 |
| AIDE REHABILITATION SLS MURET    | 6 000  |

| Nature                           | BP 2021        | CA 2021       |
|----------------------------------|----------------|---------------|
| 21 - Immobilisations corporelles | 2 569          |               |
| 23 - Immobilisations en cours    | 115 000        |               |
| Kervallon Lindrevie              | 30 000         | 15 689        |
| Réseau RD840 St Christophe       | 100 000        | 37 177        |
| Combret                          | 347 700        | 13 037        |
| Muret le Château                 | 70 800         | 1 600         |
| <b>Dépenses d'équipement</b>     | <b>666 069</b> | <b>67 503</b> |

|                          |                |                |
|--------------------------|----------------|----------------|
| 16 - Emprunts (dépenses) | 172 100        | 171 986        |
| 020 - Dépenses imprévues | 21 266         |                |
| <b>Autres dépenses</b>   | <b>193 366</b> | <b>171 986</b> |

|  |                  |                |
|--|------------------|----------------|
| RD 840 ST-CHRISTOPHE                   | 20 000           | 3 218          |
| RD 840 BRANCHEMENTS PARTICULIERS       | 40 886           | 10 323         |
| COMBRET (pluvial)                      | 155 500          |                |
| AIDE REHABILITATION SLS MURET          | 12 000           | 6 000          |
| <b>Opérations pour compte de tiers</b> | <b>228 386</b>   | <b>19 541</b>  |
| <b>DEPENSES REELLES</b>                | <b>1 087 822</b> | <b>259 030</b> |

|                                |                |                |
|--------------------------------|----------------|----------------|
| 040 - Opérations d'ordre       | 213 519        | 213 518        |
| 041 - Opérations patrimoniales |                |                |
| <b>DEPENSES D'ORDRE</b>        | <b>213 519</b> | <b>213 518</b> |

|                                     |                  |                |
|-------------------------------------|------------------|----------------|
| <b>TOTAL RECETTES DE L'EXERCICE</b> | <b>1 301 341</b> | <b>472 548</b> |
|-------------------------------------|------------------|----------------|

|                   |        |        |
|-------------------|--------|--------|
| 001 - DEFICIT N-1 | 44 506 | 44 506 |
|-------------------|--------|--------|

|                                |                  |                |
|--------------------------------|------------------|----------------|
| <b>TOTAL DEPENSES CUMULEES</b> | <b>1 345 847</b> | <b>517 054</b> |
|--------------------------------|------------------|----------------|

|                               |               |                |
|-------------------------------|---------------|----------------|
| RECETTES DE L'EXERCICE        | 1 345 847     | 873 176        |
| DEPENSES DE L'EXERCICE        | 1 301 341     | 472 548        |
| <b>RESULTAT DE L'EXERCICE</b> | <b>44 506</b> | <b>400 628</b> |
| SOLDE ANTERIEUR REPORTE       | -44 506       | -44 506        |
| <b>RESULTAT DE CLÔTURE</b>    | <b>0</b>      | <b>356 122</b> |

| Nature                           | BP 2021        | CA 2021        |
|----------------------------------|----------------|----------------|
| 21 - Immobilisations corporelles |                |                |
| 23 - Immobilisations en cours    |                |                |
| Kervallon Lindrevie              | 271 300        | 287 054        |
| Réseau RD840 St Christophe       | 186 200        | 132 500        |
| Combret                          |                |                |
| <b>Recettes d'équipement</b>     | <b>457 500</b> | <b>419 554</b> |

|                                     |          |          |
|-------------------------------------|----------|----------|
| 1068 - Excédents fonct. Capitalisés |          |          |
| <b>Autres recettes</b>              | <b>0</b> | <b>0</b> |

|  |                |                |
|--|----------------|----------------|
| RD 840 ST-CHRISTOPHE                   | 75 000         | 38 339         |
| RD 840 BRANCH. PARTICULIERS            | 44 100         | 13 537         |
| COMBRET (pluvial)                      | 155 500        |                |
| AIDE REHABILITATION SLS MURET          | 12 000         |                |
| <b>Opérations pour compte de tiers</b> | <b>286 600</b> | <b>51 876</b>  |
| <b>RECETTES REELLES</b>                | <b>744 100</b> | <b>471 430</b> |

|                                  |                |                |
|----------------------------------|----------------|----------------|
| 021 - Virement de section fonct. | 200 000        |                |
| 040 - Opérations d'ordre         | 401 747        | 401 746        |
| 041 - Opérations patrimoniales   |                |                |
| <b>RECETTES D'ORDRE</b>          | <b>601 747</b> | <b>401 746</b> |

|                                     |                  |                |
|-------------------------------------|------------------|----------------|
| <b>TOTAL RECETTES DE L'EXERCICE</b> | <b>1 345 847</b> | <b>873 176</b> |
|-------------------------------------|------------------|----------------|

|                    |   |   |
|--------------------|---|---|
| 001 - EXCEDENT N-1 | 0 | 0 |
|--------------------|---|---|

|                                |                  |                |
|--------------------------------|------------------|----------------|
| <b>TOTAL RECETTES CUMULEES</b> | <b>1 345 847</b> | <b>873 176</b> |
|--------------------------------|------------------|----------------|

## ■ Prospective 2022-2026

Anticipant l'obligation réglementaire, la collectivité envisage d'établir un **schéma directeur d'assainissement collectif** des eaux usées.

Le schéma directeur d'assainissement collectif est un document de programmation en matière d'assainissement collectif et comprend :

- un état des lieux détaillé des ouvrages de collecte et de transport des eaux usées (réseau d'assainissement, stations d'épuration). Ce diagnostic est souvent très utile pour repérer les enjeux et les points à améliorer ;
- un programme pluriannuel d'actions à mettre en œuvre pour améliorer la connaissance, la gestion et le fonctionnement du système d'assainissement.

Cet outil de diagnostic et de programmation permettra d'améliorer la connaissance, la gestion et le fonctionnement du système d'assainissement. Il permettra ainsi de définir et d'optimiser la gestion pluriannuelle des opérations d'entretien.

A ce stade, l'enveloppe estimée du schéma s'élève à 480 000 € TTC avec un financement potentiel de 50%.

## 3.2 BUDGET ZAE DU VALLON

Peu d'opérations sur ce budget annexe en valeur Hors Taxes :

- frais d'entretien (14 503 €)
- frais financiers (2 205€)

Vente de 6 lots en 2021 pour un montant de 258 000 € HT.

Restent disponibles à la vente 6 autres lots dont 1 en réserve pour la CCCM.

### ■ FONCTIONNEMENT

Le budget ZAE DU VALLON affiche un résultat 2021 déficitaire de 89 449 € en section de fonctionnement.

| Nature                   | BP 2021        | CA 2021        | Nature                   | BP 2021        | CA 2021        |
|--------------------------|----------------|----------------|--------------------------|----------------|----------------|
| CHARGES                  | 60 071         | 16 708         | PRODUITS                 | 600 389        | 258 000        |
| ECRITURES DE STOCKS      | 789 850        | 349 654        | ECRITURES DE STOCKS      | 62 370         | 18 913         |
| <b>DEPENSES</b>          | <b>849 921</b> | <b>366 363</b> | <b>RECETTES</b>          | <b>662 759</b> | <b>276 913</b> |
|                          |                |                | Excédent N-1             | 187 162        | 187 162        |
| <b>DÉPENSES CUMULÉES</b> | <b>849 921</b> | <b>366 363</b> | <b>RECETTES CUMULÉES</b> | <b>849 921</b> | <b>464 075</b> |

| Nature                        | BP 2021         | CA 2021        |
|-------------------------------|-----------------|----------------|
| RECETTES DE L'EXERCICE        | 662 759         | 276 913        |
| DEPENSES DE L'EXERCICE        | 849 921         | 366 363        |
| <b>RESULTAT DE L'EXERCICE</b> | <b>-187 162</b> | <b>-89 449</b> |
| SOLDE ANTERIEUR REPORTE       | 187 162         | 187 162        |
| <b>RESULTAT DE CLÔTURE</b>    | <b>0</b>        | <b>97 713</b>  |

### ■ INVESTISSEMENT

| Nature                   | BP 2021        | CA 2021        | Nature                   | BP 2021        | CA 2021        |
|--------------------------|----------------|----------------|--------------------------|----------------|----------------|
| TRAVAUX                  | 0              | 0              | SUBVENTIONS              | 0              | 0              |
| EMPRUNTS                 | 786 746        | 700 000        | EMPRUNTS                 | 0              | 0              |
| ECRITURES DE STOCKS      | 60 070         | 16 708         | ECRITURES DE STOCKS      | 787 550        | 347 449        |
| <b>DEPENSES</b>          | <b>846 816</b> | <b>716 708</b> | <b>RECETTES</b>          | <b>787 550</b> | <b>347 449</b> |
|                          |                |                | Excédent N-1             | 59 267         | 59 267         |
| <b>DÉPENSES CUMULÉES</b> | <b>846 816</b> | <b>716 708</b> | <b>RECETTES CUMULÉES</b> | <b>846 816</b> | <b>406 716</b> |

| Nature                        | BP 2021        | CA 2021         |
|-------------------------------|----------------|-----------------|
| RECETTES DE L'EXERCICE        | 787 550        | 347 449         |
| DEPENSES DE L'EXERCICE        | 846 816        | 716 708         |
| <b>RESULTAT DE L'EXERCICE</b> | <b>-59 267</b> | <b>-369 259</b> |
| SOLDE ANTERIEUR REPORTE       | 59 267         | 59 267          |
| <b>RESULTAT DE CLÔTURE</b>    | <b>0</b>       | <b>-309 992</b> |

### 3.3 BUDGET ZAE DE CAMMAS

Aucune opération n'a été constatée en 2021 sur le budget annexe ZAE de CAMMAS II.

#### ■ FONCTIONNEMENT

| Nature                   | BP 2021       | CA 2021  | Nature                   | BP 2021  | CA 2021  |
|--------------------------|---------------|----------|--------------------------|----------|----------|
| CHARGES                  | 0             | 0        | PRODUITS                 |          |          |
| ECRITURES DE STOCKS      | 45 643        | 0        | ECRITURES DE STOCKS      |          |          |
| <b>DEPENSES</b>          | <b>45 643</b> | <b>0</b> | <b>RECETTES</b>          | <b>0</b> | <b>0</b> |
|                          |               |          | Excédent N-1             |          |          |
| <b>DÉPENSES CUMULÉES</b> | <b>45 643</b> | <b>0</b> | <b>RECETTES CUMULÉES</b> | <b>0</b> | <b>0</b> |

| Nature                        | BP 2021        | CA 2021  |
|-------------------------------|----------------|----------|
| RECETTES DE L'EXERCICE        | 0              | 0        |
| DEPENSES DE L'EXERCICE        | 45 643         | 0        |
| <b>RESULTAT DE L'EXERCICE</b> | <b>-45 643</b> | <b>0</b> |
| SOLDE ANTERIEUR REPORTE       | 0              | 0        |
| <b>RESULTAT DE CLÔTURE</b>    | <b>-45 643</b> | <b>0</b> |

#### ■ INVESTISSEMENT

| Nature                   | BP 2021       | CA 2021       | Nature                   | BP 2021       | CA 2021       |
|--------------------------|---------------|---------------|--------------------------|---------------|---------------|
| TRAVAUX                  | 0             | 0             | SUBVENTIONS              | 0             | 0             |
| EMPRUNTS                 | 0             | 0             | EMPRUNTS                 | 0             | 0             |
| ECRITURES DE STOCKS      | 0             | 0             | ECRITURES DE STOCKS      | 45 643        | 45 643        |
| <b>DEPENSES</b>          | <b>0</b>      | <b>0</b>      | <b>RECETTES</b>          | <b>45 643</b> | <b>45 643</b> |
| Déficit N-1              | 45 643        | 45 643        | Excédent N-1             | 0             | 0             |
| <b>DÉPENSES CUMULÉES</b> | <b>45 643</b> | <b>45 643</b> | <b>RECETTES CUMULÉES</b> | <b>45 643</b> | <b>45 643</b> |

| Nature                        | BP 2021       | CA 2021        |
|-------------------------------|---------------|----------------|
| RECETTES DE L'EXERCICE        | 45 643        | 0              |
| DEPENSES DE L'EXERCICE        | 0             | 0              |
| <b>RESULTAT DE L'EXERCICE</b> | <b>45 643</b> | <b>0</b>       |
| SOLDE ANTERIEUR REPORTE       | -45 643       | -45 643        |
| <b>RESULTAT DE CLÔTURE</b>    | <b>0</b>      | <b>-45 643</b> |

# CHAPITRE 4 PROJETS ET ORIENTATIONS

Le cadre budgétaire contraint bouleverse les modes de gestion traditionnels et oblige les décideurs publics à repenser les moyens de satisfaire l'intérêt général et redessiner les contours du service public local. Pour ce faire, l'action de la Communauté de communes, engagée et/ou à mettre en œuvre, s'articule autour de la réalisation des projets de mandat et des objectifs et moyens de les réaliser.

## 4.1 LES PROJETS

Pour la Communauté de Communes, le Budget 2022 s'inscrit dans la continuité de son programme de début de mandat visant à assurer la concrétisation ou la poursuite de projets engagés ou à venir.

### ■ Action de développement économique

#### ■ Aide à l'immobilier d'entreprises

Le programme de soutien aux projets de développement des entreprises du territoire se poursuivra en 2022.

#### ■ Espace de coworking

En 2022 sera lancée une étude visant à définir les conditions dans lesquelles la Maison du Territoire pourrait accueillir un espace de coworking destiné à organiser un espace de travail collaboratif et partagé dans le but de favoriser les échanges et les synergies entre les entrepreneurs occupants.

### ■ Mise en place d'une politique culturelle de territoire

#### ■ Saison culturelle

Le recrutement d'un chargé de mission Culture depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2022 va permettre à la collectivité de définir les contours d'une saison culturelle territoriale avec notamment pour objectif de renforcer la cohérence avec les orientations du Projet Culturel de Territoire : variété de l'offre, meilleure lisibilité du soutien apporté par la CCCM et meilleure visibilité de l'offre pour les habitants du territoire, ...

A noter que d'un point de vue financier, ce poste est financé par l'arrêt de la convention d'objectifs avec l'association Vallon de Cultures qui employait auparavant l'agent en question.

#### ■ Lecture publique

Dans le cadre du Contrat Territoire-Lecture (CTL), le chargé de mission culture publique participera à la mise en œuvre d'actions visant à dynamiser le réseau de bibliothèques communales et à constituer un service de lecture publique fonctionnant à l'échelle territoriale en lien avec chacune des communes membres.

### ■ Programme d'entretien et développement du réseau routier

Les projets de sécurisation routière combineront des projets nouveaux, mais également des actions préventives d'entretien des voies afin de limiter les coûts d'investissements futurs sur des voies en état de délabrement avéré.

#### ■ Programme annuel de voirie

#### ■ Programme de signalisation d'information locale (SIL)

#### ■ Entretien des ouvrages d'art

#### ■ Projet plan vélo

### ■ Nouvel Office de Tourisme

#### ■ Nouvel office de Tourisme

Suite à l'acquisition du bâtiment qui accueillera le futur office de tourisme, le projet va entrer en phase opérationnelle au cours de l'exercice 2022.

## ■ Schéma directeur d'assainissement collectif des eaux usées

---

- document de programmation en matière d'assainissement collectif

Cette étude pourra également alimenter les réflexions en cours quant à l'aménagement du territoire (PLUi) en plus de l'intérêt certain qu'elle amène pour une projection pluriannuelle du coût de l'entretien des réseaux et des stations. Pour cette raison, il est envisagé de faire peser son coût sur le budget général.

## ■ Politique environnementale

---

- Démarrage de l'étude d'optimisation de la gestion des déchets
- Etudes énergétique Piscine de Saint-Cyprien

## 4.2 LES OBJECTIFS ET MOYENS

Dans un contexte économique général marqué par l'incertitude quant à l'évolution des dotations de l'Etat et la perte de marge de manœuvre fiscale (suppression TH), la maîtrise des dépenses sera indispensable afin de compenser la progression inéluctable de certaines charges (personnel, fluides,...) et la volonté politique de contenir la pression fiscale tout en garantissant un niveau de service aux usagers.

Dans ce cadre contraint, des choix stratégiques majeurs s'imposent donc à la collectivité. Les principes qui présideront à l'élaboration du budget devront s'articuler, pour l'essentiel, autour des objectifs suivants :

### ■ Maîtrise de la pression fiscale

---

Dans un contexte général de perte d'autonomie et de marges de manœuvre en matière fiscale, la collectivité souhaite afficher sa volonté de maîtriser les taux d'imposition lui incombant.

### ■ Maîtrise des dépenses de fonctionnement courant

---

Cette volonté s'inscrit dans un contexte antinomique de maîtrise globale des charges nécessaires inflationnistes par nature (fluides, maintenance, normes) et de réduction de certaines dépenses (facultatives) pour faire face à la hausse de charges.

### ■ Préservation d'une capacité d'autofinancement

---

Le budget 2022 aura pour notamment pour objectif de maintenir une capacité d'autofinancement suffisante de manière à garantir le financement de projets tout en maîtrisant le recours à l'emprunt.

La collectivité vise à conserver des indicateurs de gestion à des niveaux cohérents (solvabilité, épargne, dette, ...), témoins d'une santé financière correcte malgré le contexte de dégradation.